

---

## **ANNEXE E - L'ÉCIBILITÉ DES COÛTS**

### **DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

---

#### **ARTICLE 14 – COUTS ÉLIGIBLES**

---

##### **Critères d'éligibilité des coûts**

**14.1.** Les coûts éligibles sont les frais réels supportés par le(s) bénéficiaire(s) qui remplissent l'ensemble des critères suivants :

- a)** Ils sont supportés pendant la période de mise en œuvre de l'action définie à l'article 2 des conditions particulières. Plus précisément :
  - (i) Les frais liés à des services et à des travaux doivent porter sur des activités réalisées durant la période de mise en œuvre. Les coûts afférents à des fournitures doivent concerner la livraison et l'installation de matériels durant la période de mise en œuvre. La signature d'un marché, la passation d'une commande ou l'engagement d'une dépense pendant la période de mise en œuvre en vue d'une prestation future de services, d'une exécution future de travaux ou d'une livraison future de fournitures ne répond pas à cette exigence. Les transferts de fonds entre le coordonnateur et/ou les autres bénéficiaires et/ou les entités affiliées ne sont pas considérés comme des frais supportés ;
  - (ii) Les frais supportés devraient être payés avant la soumission des rapports finaux. Ils peuvent être payés ultérieurement, pour autant qu'ils soient mentionnés dans le rapport final, avec la date de paiement estimée ;
  - (iii) Une exception est prévue pour les frais liés aux rapports finaux, notamment la vérification des dépenses, l'audit et l'évaluation finale de l'action, susceptibles d'être supportés après la période de mise en œuvre de l'action ;
  - (iv) Les procédures d'attribution de marché visées à l'article 10 peuvent avoir été initiées et des contrats peuvent être conclus par le(s) bénéficiaire(s) avant le début de la période de mise en œuvre, pour autant que les dispositions de l'annexe IV aient été respectées ;
- b)** Ils sont indiqués dans le budget prévisionnel global de l'action ;
- c)** Ils sont nécessaires à l'exécution de l'action ;
- d)** Ils sont identifiables et vérifiables, et notamment sont inscrits dans la comptabilité du(des) bénéficiaire(s) et déterminés conformément aux normes comptables et aux pratiques habituelles du(des) bénéficiaire(s) en matière de comptabilité analytique ;
- e)** Ils satisfont aux dispositions de la législation fiscale et sociale applicable ;
- f)** Ils sont raisonnables, justifiés et respectent le principe de bonne gestion financière, notamment en termes d'économie et d'efficience.

## Coûts directs éligibles

**14.2.** Sous réserve du point 14.1 et, s'il y a lieu, du respect des dispositions de l'annexe IV, sont éligibles les coûts directs suivants du(des) bénéficiaire(s) :

- a) le coût du personnel affecté à l'action, correspondant aux salaires bruts réels incluant les charges sociales et les autres coûts entrant dans la rémunération (à l'exclusion des primes de résultat) ; les salaires et frais ne doivent pas excéder ceux normalement supportés par le(s) bénéficiaire(s), à moins d'une justification indiquant que le dépassement est indispensable à la réalisation de l'action ;
- b) les frais de voyage et de séjour du personnel et d'autres personnes participant à l'action, pour autant qu'ils ne dépassent pas ceux normalement supportés par le(s) bénéficiaire(s) conformément à ses(leurs) règles et réglementations. En outre, les barèmes publiés par la Commission européenne au moment de la signature du contrat ne peuvent jamais être dépassés ;
- c) Les frais d'achat d'équipement (neuf ou d'occasion) et de fournitures destinés spécifiquement aux besoins de l'action, pour autant qu'ils fassent l'objet d'un transfert de propriété à la fin de l'action comme prévu au point 7.5 ;
- d) Les frais d'amortissement, de location ou de crédit-bail d'équipement (neuf ou d'occasion) et de fournitures destinés spécifiquement aux besoins de l'action ;
- e) Les frais de location d'un bureau de projet, lorsque celui-ci est prévu, dûment justifié et décrit dans la description de l'action et dans les conditions particulières ;
- f) Les frais de biens consommables ;
- g) Les frais découlant de marchés de services, de fournitures et de travaux passés par le(s) bénéficiaire(s) pour les besoins de l'action conformément à l'article 10 ; sont inclus les frais liés au recours à des experts pour améliorer la qualité du cadre logique (par exemple, exactitude des niveaux de référence, systèmes de suivi, etc.), tant au début de la mise en œuvre de l'action que pendant celle-ci ;
- h) Les frais découlant directement d'exigences posées par le contrat (diffusion d'informations, évaluation spécifique de l'action, audits, traductions, reproduction, assurances, etc.), y compris les frais de services financiers (notamment le coût des transferts et des garanties financières lorsqu'elles sont requises conformément au contrat) ;
- i) Les impôts, taxes et droits, y compris la TVA, payés et non récupérables par le(s) bénéficiaire(s), sauf disposition contraire dans les conditions particulières ;
- j) Les frais généraux, dans le cas d'une subvention de fonctionnement.

## Financement basé sur la performance

**14.3.** Le paiement de la contribution de l'UE peut être partiellement ou entièrement lié à l'obtention de résultats mesurés par rapport à des niveaux de référence préalablement fixés ou au moyen d'indicateurs de performance. Ce financement basé sur la performance n'est pas soumis aux autres points de l'article 14. Les résultats pertinents et les moyens de mesurer leur degré de réalisation doivent être clairement décrits dans l'annexe I.

Le montant à verser pour chaque résultat obtenu est indiqué dans l'annexe III. La méthode à utiliser pour le calculer est clairement décrite dans l'annexe I, en tenant compte du principe de bonne gestion financière et en évitant le double financement des coûts.

L'organisation n'est pas tenue de déclarer les coûts liés à l'obtention des résultats. Elle doit néanmoins soumettre les éventuelles pièces justificatives nécessaires, y compris, s'il y a lieu, les documents comptables pertinents, pour prouver que les résultats déclenchant le paiement indiqués aux annexes I et III ont bien été obtenus.

Le point 15.1 (calendrier des paiements), le point 15.7 (vérification des dépenses) et le point 17.3 (principe du non-profit) ne s'appliquent pas à la partie de l'action soutenue par un financement basé sur la performance.

## Options simplifiées en matière de coûts

**14.4.** Conformément aux dispositions détaillées figurant dans l'annexe III et dans l'annexe K des lignes directrices à l'intention des demandeurs de subventions, les coûts éligibles peuvent également être constitués de l'une des options de coûts suivantes ou d'une combinaison de celles-ci :

- a) Coûts unitaires ;
- b) Montants forfaitaires ;
- c) Financements à taux forfaitaire ;

**14.5.** Les méthodes utilisées par le(s) bénéficiaire(s) pour déterminer les coûts unitaires, les montants forfaitaires ou les financements à taux forfaitaire doivent être clairement décrites et motivées dans l'annexe III et elles doivent respecter les principes de cofinancement et d'absence de double financement. Les informations utilisées peuvent être basées sur la comptabilité des coûts historiques et/ou réels et les données de comptabilité analytique du(des) bénéficiaire(s), sur des informations extérieures, lorsqu'elles sont disponibles et pertinentes, sur des données statistiques ou sur des jugements d'experts (fournis par des experts disponibles en interne ou obtenus à l'extérieur) ou sur toute autre information objective.

Quand cela est possible et approprié, les montants forfaitaires, coûts unitaires ou taux forfaitaires sont déterminés de manière à permettre leur versement lorsque des produits et/ou des résultats concrets sont obtenus. Lorsqu'un résultat comporte plusieurs produits ou sous-résultats, il convient de le ventiler en sous-lignes budgétaires et d'attribuer à chaque produit ou sous-résultat une partie du montant indiqué pour le résultat, afin de permettre des paiements partiels dans le cas où le résultat ne serait pas atteint.

Les coûts déclarés selon les options simplifiées en matière de coûts doivent répondre aux critères d'éligibilité énoncés aux points 14.1 et 14.2. Ils ne doivent pas être étayés par des pièces comptables ou justificatives, à l'exception de celles nécessaires pour démontrer le respect des conditions permettant un remboursement, fixées dans les annexes I, III et l'annexe K des lignes directrices à l'intention des demandeurs de subventions.

Ces coûts ne peuvent pas comprendre des coûts inéligibles tels que visés au point 14.11 ni des coûts déjà déclarés sous un autre poste ou une autre rubrique du budget du présent contrat.

Les montants ou les taux des coûts unitaires, les montants forfaitaires ou les financements à taux forfaitaire fixés dans l'annexe III ne peuvent pas être modifiés de manière unilatérale ni être remis en cause par des vérifications ex post.

**14.6.** Les options simplifiées en matière de coûts non basées sur les résultats ne sont pas autorisées, à moins d'avoir fait l'objet d'une évaluation ex ante conformément à l'annexe K des lignes directrices à l'intention des demandeurs de subventions.

## Réserve pour imprévus

- 14.7.** Une réserve pour imprévus et/ou pour d'éventuelles fluctuations des taux de change, plafonnée à 5 % du montant des coûts directs éligibles, peut être inscrite au budget de l'action pour permettre les ajustements qui seraient rendus nécessaires à la suite d'un changement imprévisible des circonstances sur le terrain. Elle ne peut être utilisée qu'avec l'autorisation écrite préalable de l'administration contractante, sur demande dûment justifiée du coordonnateur.

## Coûts indirects

- 14.8.** Les coûts indirects de l'action sont les coûts éligibles qui ne peuvent être identifiés comme des coûts spécifiques directement liés à la mise en œuvre de l'action et qui ne peuvent pas faire l'objet d'une imputation directe à son budget, conformément aux conditions d'éligibilité énoncées au point 14.1, mais qui sont néanmoins supportés par le(s) bénéficiaire(s) en lien avec les coûts directs éligibles de l'action. Ils ne peuvent pas comprendre des coûts inéligibles tels que visés au point 14.11 ni des coûts déjà déclarés sous un autre poste ou une autre rubrique du budget du présent contrat.

Un pourcentage fixe du montant total des coûts directs éligibles de l'action ne dépassant pas celui fixé à l'article 3.3 des conditions particulières peut être considéré comme destiné à couvrir les coûts indirects de l'action. Le financement à taux forfaitaire des coûts indirects ne doit pas être justifié par des pièces comptables. Ce montant ne sera pas pris en compte pour le calcul du montant des options simplifiées en matière de coûts.

Les coûts indirects ne sont pas éligibles dans le cadre d'une subvention à l'action octroyée à un bénéficiaire qui reçoit déjà, au cours de la période considérée, une subvention de fonctionnement financée sur le budget de l'Union européenne.

Le présent point 14.8 ne s'applique pas dans le cas d'une subvention de fonctionnement.

## Contributions en nature

- 14.9.** Aucune contribution en nature, qui doit être mentionnée séparément dans l'annexe III, ne représente des dépenses réelles et ne constitue des coûts éligibles. Sauf mention contraire dans les conditions particulières, les contributions en nature ne peuvent être considérées comme représentant un cofinancement par le(s) bénéficiaire(s).

Si des contributions en nature sont acceptées en tant que cofinancement, le(s) bénéficiaire(s) s'assure(nt) du respect des règles nationales en matière fiscale et de sécurité sociale.

Nonobstant ce qui précède, si la description de l'action prévoit des contributions en nature, celles-ci doivent être fournies.

## Travaux effectués par des bénévoles

- 14.10.** La valeur des travaux effectués par des bénévoles peut être reconnue en tant que coût éligible de l'action et considérée comme représentant un cofinancement par le(s) bénéficiaire(s).

Lorsque les coûts éligibles estimés comprennent des frais relatifs à des travaux effectués par des bénévoles, la contribution de l'UE ne dépasse pas les coûts éligibles estimés autres que les frais afférents aux travaux effectués par des bénévoles.

Les bénéficiaires déclarent les frais de personnel afférents aux travaux effectués par des bénévoles sur la base des coûts unitaires autorisés conformément aux points 14.4 et suivants<sup>1</sup>.

Ce type de coûts doit être présenté séparément des autres coûts éligibles dans le budget prévisionnel. La valeur des travaux effectués par des bénévoles doit toujours être exclue du calcul des coûts indirects.

Les travaux effectués par des bénévoles peuvent représenter jusqu'à 50 % du cofinancement, ce dernier correspondant à la partie non financée par la contribution de l'UE.

## Coûts non éligibles

**14.11.** Sont considérés comme non éligibles les coûts suivants :

- a) Les dettes et la charge de la dette (intérêts) ;
- b) Les provisions pour pertes, dettes ou dettes futures éventuelles ;
- c) Les coûts déclarés par le(s) bénéficiaire(s) et pris en charge dans le cadre d'une autre action ou d'un autre programme de travail donnant lieu à une subvention octroyée par l'Union européenne (y compris par l'intermédiaire du FED) ;
- d) Les achats de terrains ou d'immeubles, sauf s'ils sont indispensables à la mise en œuvre directe de l'action et respectent les conditions définies dans les conditions particulières ; dans tous les cas, leur propriété doit être transférée conformément au point 7.5, au plus tard à la fin de l'action ;
- e) Les pertes de change ;
- f) Les crédits à des tiers, sauf disposition contraire figurant dans les conditions particulières ;
- g) Les contributions en nature (à l'exception des travaux effectués par des bénévoles) ;
- h) Le coût des salaires du personnel des administrations nationales, sauf si les conditions particulières en disposent autrement et uniquement dans la mesure où ce coût est lié à des activités que l'autorité publique concernée n'exercerait pas si l'action n'était pas réalisée ;
- i) Les primes de résultat incluses dans les frais de personnel.

## Entités affiliées

**14.12.** Si les conditions particulières contiennent une disposition relative aux entités affiliées au bénéficiaire, les coûts supportés par ces entités peuvent être éligibles, pour autant qu'ils remplissent les conditions énoncées aux articles 14 et 16 et que le bénéficiaire assure que les articles 3, 4, 5, 6, 8, 10 et 16 sont également applicables à l'entité.

1- La valeur de ces coûts unitaires sera déterminée par la Commission.